

**PREMIERE CONFERENCE DES PARTIES
A LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS-UNIES
SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

SESSION PLENIERE

**DISCOURS DE M. MBAYE NDOYE,
DIRECTEUR DE CABINET DU
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE
DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL**

BERLIN - 28 MARS AU 7 AVRIL 1995

Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs les Ministres,
Excellences, Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs.

Il me plaît, en cette ville de Berlin, témoin et symbole des capacités de dépassement du genre humain, de prendre la parole, au nom de la délégation sénégalaise, devant la Session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Madame la Présidente,

Je voudrais tout d'abord, au nom du professeur Abdoulaye Bathily, Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature et au nom de la délégation sénégalaise, vous présenter nos chaleureuses félicitations à l'occasion de votre brillante élection à la présidence de nos assises. Je tiens à vous confirmer ici, la totale collaboration de notre délégation dans l'accomplissement de la mission délicate et exaltante qui vous est confiée.

Je suis convaincu que sous votre conduite éclairée, cette session marquera des jalons décisifs pour nos travaux futurs.

Madame la Présidente,
Excellences, Mesdames, Messieurs,

L'adoption de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, traduit, assurément, une prise de conscience universelle des graves menaces qui mettent en péril la survie même de l'humanité du fait des agressions massives, brutales et de plus en plus incontrôlées de l'homme sur la nature.

Si en l'espace de deux générations, le monde a pu survivre au prix d'un lourd tribut à deux conflits majeurs qui l'ont sérieusement ébranlé, il est incontestablement établi aujourd'hui que le danger que la main dévastatrice de l'homme fait à nouveau courir à l'humanité est de nature autrement plus destructeur! L'alerte déjà sonnée par des études scientifiques d'une rigueur irréfutable se passe de tout commentaire. Il s'agit maintenant d'agir de manière concrète et urgente pour sauver les générations présentes et futures d'une disparition lente, peut-être, mais certaine si rien n'est fait pour arrêter, voire inverser la tendance actuelle des perturbations climatiques. La Convention-cadre sur les changements climatiques constitue à cet égard - quelles que soient par ailleurs ses imperfections - une chance historique à saisir.

C'est dans cet esprit Madame la Présidente, que le Sénégal inscrit sa participation à cette première session de la Conférence des Parties à la Convention. Mon pays est d'avis que c'est dans un élan de solidarité agissante, basé sur le principe accepté par tous de la responsabilité commune mais différenciée et du

droit au développement, que les objectifs ultimes de la Convention pourront être réalisés. Dès lors, il n'est nul besoin d'insister outre mesure sur le caractère transfrontière de la menace qui pèse sur la planète toute entière pour souligner l'urgence liée à l'exécution, de bonne foi, des engagements souscrits au titre de la Convention.

Au regard de ces considérations, le Sénégal, par ma voix, lance un appel solennel aux Parties de l'Annexe I pour qu'elles s'inscrivent plus résolument dans une dynamique de mise en oeuvre effective des engagements auxquels ils ont librement souscrit de manière à renforcer la capacité des moins nantis à remplir leurs obligations. Le succès de notre action, faut-il le rappeler encore une fois, est largement tributaire de la volonté de ceux parmi nous qui en ont les moyens, de les mettre au service de nos fins communes. Il ne s'agit point là d'une oeuvre caritative mais bien d'une réponse intelligente à des problèmes qui dépassent nos pays pris isolément et dont la solution conditionne le sort de l'Humanité entière.

Le Sénégal, pays côtier dont la capitale est situé sur une presqu'île au bord de l'Atlantique compte également des îles dont l'une est, du reste, classée Patrimoine commun de l'Humanité. A cela s'ajoute que l'Afrique dispose de cinq Etats insulaires. C'est dire la claire conscience que nous avons des périls liés à la montée des océans.

A ce propos, mon pays exprime ici sa solidarité aux petits Etats insulaires en développement et accueille favorablement l'idée d'un Protocole additionnel qui compléterait les dispositions de la Convention-cadre en précisant selon les cas, le sens et la portée dans le respect du principe de la responsabilité commune mais différenciée et du droit au développement. Dans notre entendement, ce nouvel instrument ne devrait toutefois pas comporter des obligations supplémentaires à la charge des pays en développement et dont l'exécution serait objectivement incertaine.

Je voudrais pour terminer aborder brièvement le point relatif à la mise en oeuvre commune ou conjointe. Au-delà des querelles de sémantique que pose ce concept en l'absence d'une définition claire et explicite dans la Convention-cadre, il convient me semble-t-il de le mettre à l'épreuve des réalités en faisant appel au bon sens et à l'imagination créatrice. A l'instar du juge, suppléant la carence de la loi, il nous faut faire oeuvre de jurisprudence sur la base d'un volontariat librement consenti et dans le respect du droit souverain de chaque Partie, de l'équité et des intérêts mutuellement avantageux. Dans le cadre que voilà, il est possible sans porter atteinte aux mécanismes du multilatéralisme, de jeter les fondements d'un véritable partenariat Nord-Sud dans les domaines de l'investissement et du transfert de technologie rationnels.

Madame la Présidente,
Excellences, Mesdames, Messieurs,

Sur l'ensemble de ces questions et sur d'autres déjà existantes ou potentielles, le Sénégal, fidèle à une tradition bien établie, reste ouvert au dialogue et à la concertation. La nature des défis nous condamne tous, riches ou pauvres, à agir solidairement et ensemble pour les relever, ne serait ce que par

instinct de conservation, avant qu'il ne soit trop tard. Au moins sur ce plan, les intérêts nationaux trop souvent conflictuels devraient trouver un puissant pôle de convergence.

Dès lors, chacun doit méditer pleinement sur les responsabilités historiques qui sont les siennes dans ce contexte, car si nous ratons l'occasion d'enrayer le mal alors qu'il est encore temps, il n'y aura peut-être pas de seconde chance à saisir.

Le gouvernement du Sénégal, quant à lui, s'est résolument engagé dans cette voie, conformément à l'esprit de Rio, qui a bien balisé la marche de notre planète vers le troisième millénaire.

Je vous remercie de votre aimable attention.